PRIX LIBRE



contact-jeunes@npa2009.org jeunes.npa2009.org

f Jeunes Nouveau Parti Anticapitaliste

NPA_Jeunes

NPA JEUNES



Chapitre 1 : Le capitalisme impose partout régressions et divisions

Une offensive globale contre les peuples

La misère, la faute à qui?

Les inégalités sociales en quelques chiffres

Chapitre 2 : A travers le monde, les jeunes contre-attaquent !

L'oppression de la jeunesse... et sa révolte face au système !

Des mesures d'urgence pour les jeunes

Imposons une autre logique

Comment faire ?

Le rôle de l'école et de la famille dans le capitalisme

Chapitre 3 : s'organiser pour changer de société

Une seule solution, la révolution Améliorer le système ?

Dieudonné et Soral : faux anti-système, vrais adversaires !

Révolution!

Une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions Mettre fin à l'exploitation Mettre fin aux oppressions

Le système ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le! Les capitalistes sont organisés... Il faut qu'on soit mieux organisé qu'eux

Conclusion

Introduction

Nous nous sommes connus dans les mobilisations contre le gouvernement et les politiques d'austérité, contre la guerre, contre la mondialisation capitaliste, contre les réformes de l'université ou pendant les campagnes électorales. Dans toutes ces échéances, les jeunes du NPA essaient de mettre en avant les intérêts du plus grand nombre et de proposer à tous les jeunes des revendications pour améliorer nos conditions de vie et se battre pour changer de société. L'objectif de cette brochure est de présenter ce que nous pensons qu'il faut faire aujourd'hui quand on refuse de continuer à subir les injustices de ce monde.

Le système capitaliste devient de plus en plus barbare, avec des guerres de plus en plus fréquentes, l'augmentation du racisme et de la misère. Quand on se mobilise pour défendre nos droits, le gouvernement envoie les flics.

Il y a urgence à s'organiser et se mobiliser pour défendre nos intérêts immédiats contre la logique de cette société : « tout pour les profits des patrons, rien pour nous ». Il y a urgence à s'organiser pour renverser cette société qui n'offre aucun avenir. Seul, on ne peut rien faire. Ensemble, nous vous proposons de défendre ces idées partout sur les facs, les lycées, les lieux de travail et dans les quartiers.

1. Le capitalisme impose partout régressions et divisions

Une offensive globale contre les peuples

Le gouvernement Hollande en France, le gouvernement d'Obama aux États-Unis ou Poutine en Russie mènent une véritable guerre sociale contre les salariés et les jeunes. Les classes dominantes sont déterminées à détruire tout ce qui les empêche des faire des profits. Ce projet, ils le préparent à l'échelle internationale, dans les institutions comme le FMI, la banque Mondiale ou l'ONU.

Le gouvernement Hollande, comme Sarkozy avant lui, défend les intérêts des patrons français partout dans le monde, en particulier en Afrique où il soutient des dictatures sanglantes pour qu'ils amassent des millions sur la misère des peuples. Hollande n'a rien de plus pacifiste que les autres grandes puissances. Il défend avec hargne la place de l'impérialisme français. La concurrence entre les grandes puissances pour le contrôle des matières premières ou des marchés provoque de nouveaux conflits meurtriers. Depuis plusieurs années, c'est une guerre permanente contre les peuples que les grandes puissances ont lancé. Les États européens s'unissent à travers l'Union Européenne avant tout pour créer un grand marché européen qui augmente la concurrence et les inégalités. Et à présent ils préparent discrètement avec les États-Unis un grand marché transatlantique (TAFTA).

En France, pour assurer ses profits, le patronat se sert des jeunes pour initier ses mesures les plus réactionnaires. C'est pour cela qu'il est indispensable pour le bon fonctionnement du capitalisme que les jeunes restent soumis. Le projet des gouvernements successifs est d'étendre la précarité à l'ensemble des salariés, en venant à bout du CDI et de la réglementation du marché du travail. Justement pour les jeunes le CDI n'existe déjà presque plus. Souvent c'est l'intérim, les CDD ou les stages. On nous promet depuis trop longtemps moins de chômage si on accepte d'être « flexibles », et on se retrouve avec le chômage ET la précarité. Les attaques contre les jeunes salariés nous montrent l'avenir des salariés en général. La logique du profit est contradictoire avec le maintien des garanties collectives. La sécurité sociale, les retraites, les CDI, la réduction du temps de travail, tous ces acquis sociaux obtenus dans le passé par nos luttes, freinent leur logique et constituent des obstacles à détruire.

Pour mettre en place leur politique, mater la jeunesse est nécessaire, nous diviser est indispensable.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement veut renforcer la mise au pas de la jeunesse. Il veut nous faire revenir à l'école des années 50 où on chantait la Marseillaise et où on saluait le drapeau français. Et ce bourrage de crâne ultra-patriotique se couple avec des mesures très concrètes de flicage des jeunes. Après les attentats contre Charlie Hebdo de janvier 2015, le gouvernement a mis en place un livret de « détection » des jeunes radicalisés. On voit bien leur véritable objectif derrière la lutte contre le « djihadisme ». L'enjeu est le contrôle de la jeunesse et la mise au pas des profs. En effet, dans les caractéristiques citées par ce livret on trouve: « Rejet et discours de condamnation de la société occidentale concernant son organisation ses valeurs, ses pratiques (consumérisme, immoralisme...), rejet systématique des instances d'autorité : parents, éducateurs, professeurs (...) En cas de situation jugée préoccupante, tout personnel de l'Éducation nationale a obligation de la signaler à des fins de protection au procureur de la République ». On croit rêver! Tous les jeunes qui rejettent leur système basé sur le profit ou leur République du racisme et de la guerre doit être balancé au procureur! Voilà la délation mise en place par l'Etat Français!



Ces campagnes sécuritaires et racistes menées par la droite et la gauche ont servi le Front national et font augmenter le racisme. Ces idées visent à faire croire que nous n'avons pas tous les mêmes intérêts, que dans une même entreprise, un travailleur français et un travailleur étranger n'ont pas à prétendre aux mêmes droits. Les lois sur l'interdiction du voile à l'école et ailleurs rentrent dans la même logique : stigmatiser et diviser pour mieux nous diviser. Tout ces discours sur la défense de la République, de leur version de la laïcité, sur « l'intégration » des étrangers nourrissent le racisme et participent à la montée du Front National. Ce dernier profite de ce climat pour faire passer ses idées sur la préférence nationale, prétendant offrir ainsi une solution simple aux problèmes des classes populaires. Pourtant le FN est avant tout un parti qui défend une politique capitaliste au service des patrons français. Il l'a prouvé à plusieurs reprises en soutenant les projets qui cassent les conditions de travail des salariés. Faire confiance au FN c'est le contraire de s'en prendre au système, c'est en fait s'en prendre à nous même, nous tirer une balle dans le pied.

Tout ce climat réactionnaire se nourrit de la dégradation sociale. On nous explique qu'il n'y pas assez pour tous, et qu'au fond, on n'a pas à se plaindre puisqu'il y a toujours pire ailleurs... Puis on nous dit qu'il faut être plus compétitifs que nos voisins, que le problème c'est les « assistés » qui sont parmi nous, et bien sûr, les coupables tout trouvés : les Roms, les musulmans... Cela va de la version raciste au fameux « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ».

Les politiciens qui utilisent ces discours cherchent surtout à nous faire oublier que des richesses, il y en a! Et au passage, que les peuples opprimés du monde entier y contribuent largement, qu'ils soient exploités par des multinationales dans les pays pauvres ou en étant clandestins dans les pays riches.



La misère, la faute à qui ?

Pour nous, les multiples injustices que produit la société qui nous entoure ne sont pas le résultat logique d'une conjoncture particulièrement difficile, ni le fruit d'une nature humaine profondément corrompue et individualiste. C'est au contraire dans l'organisation économique de ce système que prennent racine toutes les inégalités, les oppressions, et les injustices que nous subissons au quotidien aux quatre coins du monde.

En effet, le fonctionnement du capitalisme n'est aucunement basé sur la nécessité de répondre aux besoins de l'humanité, ni sur la nécessité d'assurer à toutes et tous une existence digne et émancipée. Bien au contraire, il est basé sur la logique du profit et de l'exploitation. Le capitalisme est un système économique fondé sur la propriété privée et notamment celle des moyens de production, c'est à dire des entreprises, des usines, des machines : de tout ce qui sert à produire. Une poignée d'individus à travers le monde possède ces richesses, tandis que la grande majorité de la population mondiale ne possède rien. Le monde se divise ainsi en deux principales classes sociales : d'un coté celle des possédants et de l'autre, celle de ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail pour subsister, celle des travailleurs et des travailleuses, des exploité-e-s.

Nos sociétés et leurs histoires sont ainsi rythmées depuis plusieurs siècles par les évolutions des rapports de force entre ces deux classes aux intérêts antagonistes. Ce mécanisme est celui de la lutte des classes. D'un côté, les capitalistes cherchant perpétuellement à renforcer leurs profits : en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en licenciant massivement des salariés ; de l'autre, les travailleurs et les travailleuses cherchant à défendre coûte que coûte leur dignité et leurs acquis sociaux par leurs luttes et leurs grèves. Celles-ci à plusieurs reprises, sont parvenues à violemment ébranler le capitalisme et ont laissé entrevoir la possibilité de mettre à bas ce système : en 1917 lors de la révolution russe. en 1936 en France et en Espagne, en 1968 un peu partout dans le monde etc. Par leur nombre, leur capacité à bloquer la production capitaliste, les travailleurs et les jeunes sont les seuls à pouvoir mettre à bas ce système de misère et d'injustice et à poser les jalons d'un société nouvelle.

Les crises économiques, inhérentes au système capitaliste comme l'expliquait déjà Karl Marx au XIXème siècle, révèlent de manière flagrante les atrocités produites par ce système et ouvrent ainsi de plus grandes possibilités de le renverser. C'est notamment le cas depuis 2008 et le déclenchement de la crise financière mondiale. Ainsi depuis plusieurs années, alors que l'humanité créé une quantité de richesse jamais atteinte, notre génération n'entend parler que d'austérité et d'efforts à faire pour espérer de la croissance. Les dépenses utiles pour la jeunesse (éducation, aide au logement...) et pour la population en général (santé, culture...) sont coupées, et en France par exemple, la majorité du budget sert à rembourser « notre » dette. Mais ce n'est pas notre dette, c'est la dette que tous les gouvernements ont accumulé justement à cause de la crise, à force de baisser les impôts sur les capitalistes, en promettant toujours que cela suffira à relancer la machine. En France, l'impôt sur les bénéfices des sociétés est passé de 45% dans les années 1980 à 33,3% aujourd'hui. Et le comble, c'est que cette dette est remboursée à de grandes banques qui font partie de ceux qui s'enrichissent en spéculant sur la crise!





Les inégalités sociales en quelques chiffres

- En 2013 la fortune des 500 capitalistes les plus riches de France a augmenté de 15% par rapport à 2012 pour atteindre 390 milliards d'euros.
- Bernard Arnault, Liliane Bettencourt et la famille Mulliez possèdent à eux trois autant de richesse que les 29% de français les plus pauvres soit 73 milliards d'euros.
- En 2014, Tavares le PDG de l'entreprise PSA a touché 7500 euros par jour et un cadeau bonus de 2 millions d'euros. Dans le même temps, le groupe a fermé l'usine de PSA Aulnay et a imposé aux autres ouvriers une accélération des cadences sans augmentation des salaires.
- Dans le monde les 80 personnes les plus riches possèdent plus que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres soit la moitié de l'humanité.
- Le milliardaire canadien, Guy Laliberté a dépensé 24 millions d'euros pour fêter son anniversaire à bord de la station spatiale internationale. L'homme d'affaire indien, Mukesh Ambani, c'est lui fait construire un gratte-ciel à 1,5 milliard d'euros ou y travaillent 500 employés, pour son usage personnel. Javed Fiyad un milliardaire Pakistanais a dépensé 380 000 euros en bouteille de champagne lors d'une soirée sur la côte d'Azur.
- Aux Etats-Unis, les 100 plus importants PDG gagnent chacun en moyenne 1000 fois plus que leurs salariés «ordinaires»
- Le budget militaire américain de la seule année 2015 est de 577 milliards de dollars, ce qui représente une dépense de 33 142 dollars par heure depuis la naissance du Christ.
- Liliane Bettencourt, actionnaire de L'Oreal, a augmenté sa fortune de 5,6 milliards de dollars en un an, soit plus de 388 millénaires de SMIC, pendant qu'1 européen sur 6 vit sous le seuil de pauvreté.
- Pour sa fabrication, un yacht de luxe nécessite 200 000 heures de travail, soit 96 années de travail d'une personne (8 heures par jour, 5 jours sur 7). Ainsi, avec ce qu'il gagne en quelques jours, un milliardaire peut s'approprier la vie entière d'un autre être humain.

2. A travers le monde, les jeunes contre-attaquent!

Quand on est face au tableau de ce monde qui marche sur nos têtes, une chose est claire : on a raison de se révolter! Et pour cela, nous sommes sans hésitation du côté de la jeunesse qui lutte dans le monde entier pour son avenir. Que cela soit pour de meilleures conditions de vie ou d'étude, contre une réforme injuste, ou pour une « démocratie réelle », ces luttes vont à l'opposé de la logique même du système.

L'oppression de la jeunesse... et sa révolte face au système !

La liste des luttes de la jeunesse s'allonge presque chaque jour :

- Les jeunes ont été les premiers a lancer les processus révolutionnaires en Tunisie et en Egypte en 2011.
- Les mouvement étudiants n'ont cessé de se multiplié : en 2010 au Royaume-Uni, en 2011 au Chili, en 2012 et 2015 au Québec, en 2014 au Brésil, etc.
- Les luttes sociales en Chine, qui sont de plus en plus importante et massive, sont surtout menées par des jeunes ouvriers qui n'en peuvent plus des conditions de travail insupportables
- Les luttes menées en Grèce ou dans l'Etat Espagnol ont regroupé des milliers de jeunes, dans la rue, dans les grèves ou les occupations des places.
- Même en France les jeunes occupent une place importante dans les mobilisations. Les lycéens ont fait partie de ceux qui se sont le plus mobilisés contre le gouvernement Hollande au moment de l'expulsion de Katchick et Léonarda, deux lycéens sans-papiers. Ils ont aussi occupé la première place lors des manifestations contre le Front National au moment des élections Européennes. Et dans les mobilisations des travailleurs, il est clair que les jeunes ouvriers, employés, etc. occupent les avant-postes pour en découdre face aux attaques tous azimuts des capitalistes.

Dans l'histoire des luttes sociales et des révolutions, la jeunesse a toujours joué un rôle central qu'on pourrait qualifier d'étincelle qui met le feu aux poudres. Les jeunes ont été les premiers à s'organiser à un niveau international contre la Première Guerre mondiale. Ce sont des jeunes qui pour l'essentiel ont fondé les partis communistes, révolutionnaires en Europe dans la foulée de la révolution russe. En 1968, en France et partout dans le monde, les étudiant-e-s et plus largement les jeunes ont occupé une place majeure dans la vague de mobilisations sociales en France, au Mexique ou encore dans les pays de l'Est.

Si les jeunes se mobilisent autant ce n'est pas un hasard. En effet, la jeunesse est souvent la plaque sensible de la société. C'est elle qui concentre le plus les contradictions du système capitaliste, ce qui lui donne un caractère explosif! Car être jeune aujourd'hui c'est recevoir en pleine face la violence de la société capitaliste, la violence de son exploitation et de toutes les oppressions dont elle se nourrit. Cette situation d'oppression de la jeunesse se décline dans l'ensemble des sphères de la société : dans la famille, au travail, etc. La jeunesse n'a pas de statut social. Jusqu'à 25 ans, les jeunes n'ont droit à aucune aide et ne bénéficient d'aucune ressource propre.

Au travail, les jeunes sont moins bien payés que les autres travailleurs : par exemple, en France, un apprenti de 16 ans touche seulement 25% du Smic. La jeunesse est plus touchée par le chômage et la précarité. Les intérimaires qui sont principalement des jeunes sont les tout premiers «remerciés». On estime à 100 000 le nombre d'étudiants vivant en dessous du seuil de pauvreté et à 30 000 le nombre d'étudiants obligés de se prostituer pour financer leurs études. Dans la famille ce n'est pas mieux et parfois même pire car l'oppression du cadre familiale oblige à se conformer aux normes dominantes en terme d'étude, de choix de vie, de sexualité etc.



Et comme les jeunes ne sont pas autonomes, pas libres de leurs choix, cette inculcation des normes se fait parfois de manière très violente. La jeunesse subit une répression particulière avec les contrôles au faciès, le harcèlement policier qui va même jusqu'au fait que la police tue en toute impunité comme le cas de Rémi Fraisse. Si les gouvernements tapent aussi fort sur les jeunes c'est parce qu'ils sont montrés comme dangereux, comme instable et propre à perturber la société...

Des mesures d'urgence pour les jeunes

Dans les pays riches comme la France, pour la première fois depuis des dizaines d'années, nous savons que les difficultés matérielles seront plus importantes pour les prochaines générations. Nous sommes la première génération qui vivra moins bien que nos parents. La violence du système capitaliste, le chômage n'épargne personne. Quand on a la chance d'avoir un boulot, c'est dans des conditions lamentables, et avec le sentiment qu'on va perdre sa vie à la gagner...

Nous refusons cette situation qui condamne une partie de plus en plus grande de la population et des jeunes à la misère, à la précarité, et qui nourrit les discours racistes et réactionnaires du FN... L'argent existe pour que tout le monde s'en sorte : la société n'a jamais produit autant de richesses ! Il faut prendre l'argent dans les caisses du patronat et des banquent qui jettent les salariés comme des kleenex !

Pour cela, nous proposons de défendre aujourd'hui des mesures d'urgence, qui permettraient très vite d'améliorer la situation des jeunes, en commençant à remettre en cause la logique du système :

- Nous refusons l'esclavage de la précarité! Nous revendiquons un emploi stable pour chaque jeune et pour cela il faut retirer le droit des patrons de licencier. Le patronat et le gouvernement veulent en finir avec le CDI. Les loi Macron démantèlent le code du travail. Il faut obtenir leur retrait et imposer le CDI comme contrat unique de travail.
- Personne ne doit galérer! Pour se former, étudier et chercher un emploi, chaque jeune doit pouvoir bénéficier d'une allocation d'autonomie égale au SMIC. C'est aussi le seul moyen d'avoir un logement autonome avec des conditions d'hygiène normales, et de ne plus être soumis à la dépendance

et aux pressions familiales, en particulier pour les jeunes femmes ou les homosexuel-les.

- Nous devons lutter contre la casse de l'éducation :
- dans les lycées, il faut embaucher des profs pour qu'il n'y ait pas plus de 25 élèves par classe. Il faut embaucher des infirmières et du personnel, ouvrir de véritables lieux de vie pour les élèves (foyer...). Il faut aussi permettre une véritable liberté d'expression dans les lycées (panneaux d'expressions, journaux lycéens sans censure de l'administration...). Il faut faire respecter le droit de manifester qui est de plus en plus souvent remis en cause.
- Nous nous opposons à toute loi qui permet d'exclure ou d'interdire l'accès au lycée à des élèves pour des motifs politiques ou religieux.
- A l'université, nous refusons la privatisation de l'enseignement supérieur à travers les réformes LRU et Fioraso qui doivent être abrogées. Il faut en finir avec l'austérité à l'université en donnant des moyens pour un enseignement de qualité, accessible à tous, en particulier l'égalité des droits entre Français et étrangers.
- Non à la répression policière! Les jeunes se font systématiquement contrôler par la police pour un bout de shit ou leur look. C'est encore pire si on est noir ou arabe... Il faut abroger toutes les lois répressives et racistes. Il faut dissoudre les brigades anti-criminalité (BAC) qui mènent une véritable guerre contre les jeunes.



Imposons une autre logique

Il faut commencer à nous battre dès maintenant pour améliorer immédiatement nos conditions de vie, d'études et de travail. Mais pour réellement inverser la logique actuelle, pour améliorer notre sort durablement, ces mesures ne suffiront pas. Tant que les capitalistes font la loi et contrôlent l'économie, il est facile pour eux de reprendre de la main droite ce qu'ils ont lâché de la main gauche. Par exemple, si nous arrachons une augmentation générale des salaires et des minimas sociaux de 10 %, les capitalistes trouveront toujours le moyen d'annuler l'effet de cette mesure si ils contrôlent l'économie.

Pour imposer ces mesures, et pour qu'elles ne restent pas sans effet cela suppose pour nous d'avoir un contrôle sur l'activité économique, un contrôle des travailleurs et des usagers sur les services publics mais également sur l'ensemble des entreprises : l'ouverture des comptes des entreprises permettrait de voir où va l'argent et où vont les richesses produites. Ainsi, on se rendrait facilement compte de l'ensemble des sommes détournées par les patrons, et on pourrait utiliser ces sommes pour produire des choses réellement utiles à la majorité.

En bref, il s'agit de lutter pour une existence digne et supportable pour chaque jeune, pour chaque salarié. C'est une urgence. Il faut rendre impossible toute situation, tout traitement dégradant pour nous tous et toutes.

Nous pensons tout simplement que chacun a droit à la satisfaction de ses besoins fondamentaux : tout le monde a le droit à un toit, à de la nourriture saine, de quoi se vêtir, à une éducation de qualité, à un minimum de culture et de loisirs... Une société qui est incapable de répondre à ces besoins ne vaut pas la peine d'être sauvée ni défendue.

Ces idées ne font que reprendre ce que les travailleurs et les opprimés revendiquent dans leur lutte.

Appliquer ces mesures, qui ne visent qu'à satisfaire les exigences les plus simples pour une vie décente et épanouissante, implique de rompre avec la logique du profit de la société actuelle. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire. Au contraire!

Comment faire?

Pour imposer ces mesures, il ne suffira pas de faire une ou deux manifs. Les patrons n'ont pas du tout l'intention de nous laisser tranquillement prendre sur leurs profits. Nous n'avons pas le choix : nous devons nous aussi mener la bataille jusqu'au bout. Mais qu'est-ce que cela veut dire concrètement, se battre « jusqu'au bout »? Cela veut dire qu'il ne faut pas arrêter avant d'avoir obtenu l'abandon de chacun des projets destructeurs de la classe dirigeante. Ne pas s'arrêter avant la satisfaction complète de nos revendications, parce que c'est une question de survie.

Mais quels doivent être nos méthodes, notre moyen d'action ?

Aujourd'hui l'urgence est de convaincre de la nécessité de se mettre en grève : bloquer le fonctionnement normal de la société et de l'économie, permettre à l'ensemble des travailleurs et des jeunes de prendre part à la bataille. C'est nécessaire, car c'est notre moyen de pression essentiel.

Les affrontements entre les exploités du monde entier et ceux qui dominent le monde deviennent de plus en plus violents. La question n'est pas de savoir si les explosions vont avoir lieu ou pas : elles vont avoir lieu. La question, c'est de savoir si nous serons assez forts et assez organisés pour vaincre la classe dominante et construire un autre monde.



Le rôle de l'école et de la famille dans la société capitaliste

Dans le système capitaliste, l'école, l'éducation, sont indéniablement au service de l'ordre social existant et reproduisent les inégalités de classe. L'institution scolaire, si elle permet à tous l'accès à un bagage culturel commun, vise également à asservir les futurs travailleurs et à reproduire les inégalités économiques, sociales et culturelles existantes dans la société. En effet, les enfants d'ouvriers, les jeunes issus des quartiers populaires représentent moins de 10% des jeunes ayant accès à l'enseignement supérieur et donc aux diplômes les plus qualifiants.

Le système scolaire participe en cela activement au maintien de la division sociale du travail : les jeunes issus des milieux les plus pauvres seront ainsi souvent orientés vers les professions manuelles, les études courtes, et donc vers les plus bas salaires ; alors que les jeunes issus des milieux aisés auront la possibilité de poursuivre de longues études et donc d'accéder aux professions intellectuelles et directionnelles, c'est à dire aux salaires les plus élevés.

L'école est également un des rouages de l'État et en cela elle organise la transmission de l'idéologie dominante, l'acceptation de la discipline et la mise en concurrence des jeunes entre eux. Nous devons lutter pour améliorer l'éducation et la possibilité pour tous d'accéder à des diplômes, sans pour autant donner l'illusion que l'école dans le cadre du capitalisme puisse être un outil pour transformer la société en profondeur.

Dans une société aussi individualiste et violente que la société capitaliste, où les relations sociales sont souvent dénaturées et où l'on est souvent seul face à son patron, face à l'Etat ou face aux administrations, la

famille constitue très souvent un refuge et le cadre où s'exprime les sentiments et les liens de confiance les plus aboutis entre les êtres humains. Pourtant, la famille n'est pas déconnecté du reste de la société. Au contraire elle en est la cellule de base et est un pilier du maintien de l'ordre social capitaliste. C'est notamment en son sein que se transmettent les héritages, les grandes fortunes. Ainsi, les capitalistes les plus puissants de ce monde sont issus de grandes familles bourgeoises : les Rotschild, les Bettencourt, les Lagardère qui se transmettent leur capital de génération en génération. La famille c'est donc avant tout le maintien des richesses entre les mains d'une poignée de privilégiés.

La famille est également un cadre de transmission de l'idéologie dominante. Où mieux qu'au sein de la famille apprend-on les normes qui régissent la société et la place qu'il nous faudra occuper quoiqu'il arrive : le rôle du père (travailleur, qui amène l'argent au fover, chef de famille) et le rôle de la mère (s'occuper des enfants et des tâches ménagères)? Dès leur plus jeune âge, on apprend aux petites filles à être douces et jolies et aux petits garçons à être bagarreurs et débrouillards. Les femmes continuent de fait à assurer 80% des tâches domestiques dans le cadre familial. Ce cadre est également loin d'être dépourvu de violence. Une femme meurt tous les deux jours sous les coups de son conjoint et les trois quarts des viols ont lieu dans le cadre familial.

La famille et l'école sont aussi les lieux d'une injonction très forte à l'hétérosexualité. Les insultes homophobes à l'école sont les plus répandues. Et nombreux sont les jeunes en rupture familiale, les parents les ayant jeté dehors pour avoir osé assumer leur homosexualité.

3. S'organiser pour changer la société

Une seule solution, la révolution

Ceux qui dominent le monde ne sont pas prêts à nous laisser gérer la société. Même si ils nous font croire que nous pesons sur les décisions qu'ils prennent, il ne faut pas se faire d'illusions : ce sont leurs intérêts qui les guident, pas les nôtres.

Améliorer le système ?

Certains disent que le système dans lequel nous vivons est le plus démocratique qui soit. Nous élisons des gens qui sont censés nous représenter, et après pendant cinq ans ils font quasiment ce qu'ils veulent mais ils en ont le droit, ils ont été élus... C'est ça leur vision de la démocratie. Alors c'est sûr, les élections c'est mieux que la dictature, et il a fallu que des milliers de gens meurent pour qu'on en arrive là. Mais cela ne veut pas dire que c'est la démocratie.

Hollande s'est fait élire sur de belles promesses: lutter contre la finance, faire des jeunes sa priorité... Résultat : il y a toujours des dizaines de milliers de sans-papiers, les étrangers n'ont toujours pas le droit de vote (par contre ils paient des impôts), les privatisations se sont accélérées et les emplois des jeunes sont de plus en plus précaires. Et quand il y a eu des mobilisations et des grèves, il a poursuivi la même politique.

On entend du coup des organisations qui proposent de changer de président ou de gouvernement. C'est le cas de Mélenchon et du Front de Gauche en France mais aussi des organisations comme Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne. Il y a évidemment de nombreux combats communs à mener avec ces organisations et les militants qui les composent. Mais leur méthode pour changer les choses va dans le mur. Ce n'est pas un simple changement électoral qui permettra de faire reculer les capitalistes. On l'a vu en Grèce où la victoire de Syriza, même si elle a permis de chasser les gouvernements qui avaient mis en place l'austérité, n'a pas suffit pour stopper l'austérité.

Ce sont toujours les mêmes qui décident et toujours les mêmes que les gouvernements écoutent: les patrons. Pourquoi ? Parce qu'ils possèdent les richesses, les entreprises, les machines... ce qu'on appelle les moyens de production. Ils accumulent de telles richesses que le véritable pouvoir, dans le système actuel, est concentré entre leurs mains. Les institutions et les Etats sont dépendants de ces richesses et sont donc aux ordres de ceux qui les possèdent. Les patrons ont besoin des Etats. Ceux-ci ne sont pas neutres et soutiennent les capitalistes de leurs pays en défendant la propriété privée, en renflouant les entreprises quand elles ont des difficultés ou en menant des guerres pour leur permettre de s'enrichir ailleurs.

Ceux qui cherchent à améliorer la société dans le cadre des institutions actuelles acceptent de fait de gérer le capitalisme et les intérêts du patronat. Nous savons que ce n'est pas en étant dans des institutions dont la fonction est de maintenir l'ordre établi que nous pourrons changer la société. Pour nous, révolutionnaires, se présenter aux élections sert surtout à faire entendre les intérêts des exploités, à diffuser largement nos idées et à essayer de regrouper tous ceux qui veulent se battre dans cette perspective.

Le capitalisme sème





Dieudonné et Soral : faux anti-système, vrais adversaires !

Dieudonné et Soral se présentent comme des anti-systèmes, comme ceux qui combattent le racisme et l'islamophobie. Pourtant il n'en est rien. Au contraire il constitue un adversaire pour les jeunes et les salariés qui pourtant lui prêtent parfois une oreille. Le gouvernement quant à lui se présente comme celui qui les combat au nom de la lutte contre le racisme antisémite. Quelle hypocrisie totale! Le racisme de Valls contre les Roms ou les musulmans est à combattre avec la plus grande énergie. Tous ceux-là jouent un même jeu, un jeu toujours plus dangereux pour les classes populaires.

Dieudonné, Soral et le FN: une vieille histoire

Dieudonné et Soral ont beau se dire indépendants ils sont en réalité très lié au Front National, un parti qui pour le coup fait des musulmans, des arabes ou de l'immigration le problème principal en France. Jean-Marie Le Pen, président d'honneur du FN, est le parrain de l'une des filles de Dieudonné. Soral a lui-même été membre de la direction du FN jusqu'en 2009 et il a mené sa dernière campagne pour les présidentielles. Les liens avec l'extrême-droite ne sont donc pas un accident et se construisent sur une base commune d'un antisémitisme virulent.

Le poison nationaliste et antisémite

L'un des ressorts principaux de l'idéologie de Soral et Dieudonné est l'antisémitisme. Ils développent des théories négationnistes, c'est à dire qui nient le génocide des juifs par les Nazis pendant la seconde guerre mondiale. Ce poison antisémite et nationaliste vise à rassembler contre un ennemi soi-disant responsable de tous les problèmes pour détourner des véritables adversaires. Pourtant il n'y a aucun intérêt commun entre un patron qui licencie et un salarié qui perd son travail qu'ils soient ou non de la même confession religieuse.

De même si la quenelle exprime sans doute pour beaucoup un geste anti-système, quels point commun entre un jeune qui fait ce geste et des paramilitaires, des policiers, des militants d'extrêmedroite ou Anelka qui est un pur produit du système faisant des pubs pour Quick, Danone et Puma ? Au contraire, il y a beaucoup de nos adversaires et il faut s'en différencier.

Les théories du complot ou comment sauver le système en croyant le combattre

Si Soral et Dieudonné prospèrent autant c'est qu'ils surfent sur un phénomène plus profond: l'idée selon laquelle le monde serait dirigé dans l'ombre par des individus qui manipuleraient les gouvernements etc. On voit fleurir sur internet de nombreuses vidéos qui prétendent débusquer de soi-disant impostures. Pourtant, ce type de théorie constitue un grand danger pour les jeunes et les opprimés. D'abord parce que ces théories flirtent avec le racisme antisémite en mettant en avant un soi-disant complot juif mondial. Cela ne fait qu'attiser la haine pour nous diviser. Ensuite parce que cela détourne du combat contre les véritables adversaires. Ceux qui ont provoqué la crise et qui mènent les politiques d'austérité ne se cachent pas dans l'ombre et n'ont qu'une seule religion : celle du profit capitaliste. Les capitalistes sont les premiers à se frotter les mains de voir tant d'énergie dépensée pour débusquer tous les soi-disants complots du monde pendant qu'eux continent à le diriger pour leur propre compte.

Valls, Soral, Dieudonné, ... : les gardiens du système en place

En désignant les juifs comme l'adversaire, Dieudonné et Soral utilisent en fait la même méthode que Valls. Le gouvernement actuel est le premier responsable de la montée du racisme quand il fait la chasse aux roms, qu'il expulse les sans-papiers ou qu'il construit un discours islamophobe. L'extrême-droite, dont Dieudonné et Soral font partie, se nourrit sur ce terrain de la haine de l'autre et de la division profonde qui est construite au sein des classes populaires.

Dieudonné et Soral se présentent comme des anti-systèmes mais ils ne le combattent pas. Où sont-ils lorsqu'il s'agit de soutenir des salariés en lutte, de demander des augmentations de salaires, d'exiger l'interdiction des licenciements ou de défendre les services publics ? Nulle part. Et ce n'est pas avec des « quenelles » qu'on va obtenir tout ça... Sans même parler de combattre effectivement la politique de l'État d'Israël!

En fait, Dieudonné lui-même n'a rien de commun avec les classes populaires. Il cherche à

faire du fric avec ses spectacles, n'hésitant pas à faire du business avec le FN en lui louant son théâtre pour 60 000 euros pour ses réunions! Il gagne d'ailleurs suffisamment d'argent pour se payer un bateau de plaisance! Soral possède quant à lui une maison d'édition au capital de 650 000 euros. Voilà le vrai visage de ces « anti-systèmes » qui font surtout un commerce juteux pour leur propre profit!

C'est aux jeunes et aux travailleurs de combattre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie.

Pour combattre toutes les oppressions et le système capitaliste qui les entretient et s'en sert pour nous diviser, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Les lycéens qui se sont mobilisés à la fin de l'année 2013 contre les expulsions des élèves sans-papiers ont montré la voie à suivre pour faire reculer le racisme : s'organiser et lutter le plus nombreux possible, dans des manifestations de rue. C'est cela qui fait peur au gouvernement et qui le fera reculer.

Quelque soit ou pas notre religion, notre origine ou notre couleur de peau, nous devons nous unir pour résister ensemble face à l'extrême-droite, contre tous les racismes et face à la politique anti-social du gouvernement.

Régularisation de tous les sanspapiers! Luttons contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie! Stoppons ce gouvernement au service des riches et des patrons!

Révolution!

La véritable démocratie, pour nous, c'est lorsque la population décide vraiment. Quand, dans une usine, ce sont les salariés qui décident collectivement de la répartition des richesses et des choix de production. Quand, dans un quartier, ce sont les habitants qui décident s'ils veulent garder leur bureau de poste, s'ils veulent une maison de quartier plutôt qu'un commissariat de police, des éclairages plutôt que des caméras. Et appliqué à l'ensemble de la société : un système dans lequel c'est la majorité, c'est à dire les salariés, tous les

opprimés, les jeunes... qui décident en fonction de leurs intérêts. Avec des gens élus mais qui, s'ils ne respectent pas leur mandat, sont immédiatement remplacés.

Puisque c'est nous qui faisons tourner la société en produisant les richesses, c'est à nous de décider de notre avenir. Nous n'avons pas besoin d'un patron qui s'approprie le fruit de notre travail et décide à notre place. Les usines, les ressources naturelles, les moyens de transports et de communication, les écoles et les hôpitaux doivent être la propriété collective des travailleurs et pas d'une minorité : tout est à nous ! Rien n'est à eux !

Pour y parvenir, il n'y a pas trente-six solutions :

il faut contester directement le pouvoir à ceux qui l'ont. Ce système là, eux n'en veulent pas. Il ne faut pas attendre que les dominants nous ouvrent la porte et nous donnent les clefs de la boutique.

Tant que nous vivrons dans un système où c'est la loi du fric qui gouverne nous ne pourrons pas arriver à construire une société juste. Pour nous, il faudrait refaire un Mai 68, mais un mai 68 qui aille jusqu'au bout pour changer de système. En Mai 68, dans la jeunesse les questions internationales occupaient une place centrale. Début mai suite à une action contre la guerre au Vietnam, des militants étudiants se sont fait réprimer et suite à cela des milliers d'étudiants se sont solidarisés. C'est le début d'un mouvement étudiant très massif qui obligera les syndicats à appeler à la gréve générale le 13 mai. Et à partir de ce moment, c'est l'entrée en lutte de la classe ouvrière. Le 14 mai, les travailleurs de Sud aviation près de Nantes occupent leur usine. Puis le 15 mai, le mouvement est lancé à Renault Cléon, Flins, Le Mans et dans l'ensemble de la métallurgie. La jeunesse a joué son rôle d'étincelle et a montré la voie à suivre. La grève se propage comme une traînée de poudre. dans tous les secteurs de la classe ouvrière, la métallurgie, la chimie, les transports mais aussi dans d'autres secteurs garçons de café, de la presse aux coiffeurs en passant par les footballeurs qui occupent leur sièges sociaux. Il y a 200 000 grévistes le 17 mai, 2 millions le 18 mai, 4 millions le 20 mai, 8 millions le 21 mai. Avec cette grève générale, les travailleurs ont bloqué l'économie, la machine du capitalisme a été arrêtée. Cela a entraîné une crise politique. Le gouvernement et les capitalistes à l'époque ont pris peur et ont dût lâcher, pour faire taire la contestation sociale, 30 % d'augmentation de salaire et de nombreux droits syndicaux.



C'est ça que nous voulons proposer à tous les gens qui veulent se battre contre ce système. C'est la nécessité d'une grève générale, d'un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs, du public comme du privé. Et un mai 68 qui irait jusqu'au bout, c'est l'idée que dans une situation comme celle là, on ne arrêterai pas à de simples augmentations de salaires. C'est l'idée qu'il faut s'organiser et parvenir, par la multiplication des grèves, l'unification des luttes vers la grève générale et le blocage total du système, à la prise du pouvoir directe par les opprimés et le renversement de la minorité de parasites qui nous impose ses choix.

C'est cela qu'on appelle la révolution.

Aujourd'hui certains pensent qu'on peut changer le monde sans prendre le pouvoir. Qu'il serait possible de construire « d'autres mondes » sans s'attaquer directement à la dictature des classes dominantes. Ainsi on pourrait, en construisant des « contre-pouvoirs », imposer progressivement des changements dans les rapports sociaux. Ce que l'histoire nous apprend c'est que même si ces expériences sont riches d'enseignements, elles n'ont jamais pu mettre vraiment en danger la minorité qui nous gouverne. A vouloir se construire à l'intérieur du système, ces « autres mondes » n'en étaient pas : soit ils se sont écroulés d'eux-

mêmes, soit le système les a absorbés sans trop de dégâts. Il faut prendre le pouvoir là où il est, pas essayer de l'inventer ailleurs. Si on ne prend pas le pouvoir, on laisse ceux qui l'ont nous écraser.

Une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions

Nous voulons construire une autre société, avec d'autres rapports sociaux, une société dans laquelle il n'y aurait plus d'oppression ni d'exploitation. Nous n'avons pas un modèle de société tout fait, mais des principes pour envisager le fonctionnement de la future société.

Mettre fin à l'exploitation

Dans la société que nous voulons construire, les moyens de production ne seront plus aux mains d'une minorité mais seront la propriété collective de la majorité. Ce sont ceux qui travailleront qui prendront les décisions. Difficile d'imaginer, si ce fonctionnement se généralise à l'ensemble du système, qu'ils s'imposeront des cadences infernales et des salaires de misère. En effet, comme les parasites qui veulent nous exploiter pour faire des milliards de profit auront disparu (ils ne servent à rien...), on pourra réduire le temps de travail et les cadences en organisant la production non en fonction du bénéfice mais en fonction des besoins réels de la population. La réorganisation de la société en fonction des besoins et aspirations des populations permettra de respecter l'environnement, de préserver les forêts, les océans. et la biodiversité, tout en sortant du nucléaire et des énergies fossiles. Le renouvellement des ressources naturelles que nous utiliserons (comme l'eau, le bois...) fait partie des besoins vitaux des sociétés humaines, mais le capitalisme est incapable de le prendre en compte, avec sa course au profit et son gaspillage généralisé.

Progressivement les classes sociales et les divisions artificielles créées par le système capitaliste (ceux qui possèdent/ceux qui travaillent, ceux qui décident/ceux qui obéissent, travail manuel/travail intellectuel) disparaîtront pour aboutir à une société sans classe. Ce n'est plus la question « comment je vais faire pour gagner ma vie ? » qui se posera. Mais « comment allons-nous faire, tous ensemble, pour que les décisions que nous prenons servent au mieux nos intérêts à tous et soient les plus justes ? »... Avec la disparition

de l'exploitation et de la loi du profit, ce sont les racines de la division en classes qui disparaîtront.



Mettre fin aux oppressions

Mettre fin à l'exploitation capitaliste ne résoudra pas tous les problèmes. En effet, il existe de nombreuses oppressions dans nos sociétés qui, si elles sont utilisées par les classes dominantes pour nous diviser et masquer la division en classes sociales, ne disparaîtront pas avec la fin du système capitaliste : le sexisme, le racisme, l'homophobie... Si elles ne disparaîtront pas toutes seules, il est certain qu'on ne pourra les abolir qu'en se débarrassant du système car ce qui leur permet de se maintenir c'est notamment l'idée que tous nos voisins sont nos concurrents et nos ennemis potentiels. Les révolutions ont permis d'atténuer les oppressions mais elles n'ont pas tout réglé.

Aveclarévolution de 1917, les révolutionnaires ont combattu l'antisémitisme. Auparavant les dominants faisaient porter aux Juifs la responsabilité des conditions de vie des pauvres et ces derniers ont fini par y croire. De nombreux responsables Bolcheviks étaient des Juifs (notamment Trotsky). En abolissant l'exploitation capitaliste, en prouvant que les travailleurs juifs étaient aux côtés des plus pauvres et que leurs véritables ennemis étaient les possédants, les révolutionnaires ont combattu mieux que personne l'antisémitisme. La révolution russe a également permis d'améliorer la situation des femmes en leur accordant le droit de vote, le droit à l'avortement, en favorisant la construction de cantines, de crèches collectives...

Mais ces oppressions, et les autres, n'ont pas été abolies avec la disparition de la propriété privée des moyens de production. Avec la contre-révolution stalinienne elles se sont même renforcées. Les faire disparaître est une tâche à part entière. Il faut combattre aujourd'hui les oppressions qui ne sont pas seulement économiques pour pouvoir, pendant et après la révolution, se donner les moyens de les abolir définitivement.

Le fait que les révolutions aient échoué sur le long terme ne doit pas nous faire reculer. Au contraire. Les expériences révolutionnaires nous prouvent que lorsque les opprimés prennent le pouvoir, tout devient possible. Jusqu'à présent, jamais une révolution n'est allée au bout, mettant un terme à toute exploitation et oppression. Mais selon les cas, différentes raisons peuvent expliquer les échecs : pays économiquement peu développés, isolement du point de vue international, émergence d'une minorité qui concentre le pouvoir entre ses mains.

Ce que nous voulons, c'est que la révolution aille au bout et s'internationalise, c'est pourquoi dans les luttes nous nous battons pour l'auto-organisation des opprimés. Ainsi, dans un processus révolutionnaire nous pourrons combattre toute tentative de confiscation par une minorité du pouvoir conquis par le peuple. Aujourd'hui ce que l'on constate c'est que les conditions sont plus favorables qu'il y a un siècle : développement économique, internationalisation des luttes, bilans tirés des expériences du passé...

Le système ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le!

On pourrait croire avec les faillites de grosses entreprises, les crises économiques qui reviennent fréquemment ou la multiplication des guerres pour permettre aux entreprises de continuer à se faire du profit ailleurs qu'à un moment donné, les capitalistes n'auront plus aucune ressource et ne pourront plus augmenter leur profit. Ce serait alors pour eux la crise fatale : la fin du système capitaliste.

En fait, ils ont une plus grande faculté d'adaptation qu'on ne peut le croire. Ils ne courent pas eux-mêmes à leur perte même s'il est clair que c'est le profit à court terme qui les intéresse. Ils peuvent toujours réduire les salaires, délocaliser là où la main d'œuvre est moins chère, trouver d'autres marchés qu'ils ne maîtrisent pas encore,

en bref trouver de nouvelles façons de s'enrichir. C'est ce qu'ils font actuellement, et ils n'ont pas fini... Et ce qui est sûr, c'est que leurs attaques seront de plus en plus violentes et nos conditions de vie de plus en plus désastreuses.



La fin du capitalisme et la révolution sont une possibilité mais ne sont pas inéluctables. Ce ne sont ni les capitalistes eux-mêmes, ni les partis politiques qui sont à leur service, ni les institutions qui les servent qui nous permettront d'en finir avec ce système. Les seuls qui peuvent y arriver, ce sont ceux qui ont tout à gagner à la fin de ce système économique basé sur l'exploitation et la violence. C'est à dire les exploités eux-mêmes, les salariés, les chômeurs, les jeunes... Ceux qui font fonctionner le système mais à qui l'on vole toutes les richesses qu'ils produisent. Si nous le faisons fonctionner, nous pouvons nous en débarrasser. Il y a urgence !

Les capitalistes sont organisés...

Les patrons ont une stratégie coordonnée à l'échelle internationale : ils sont très organisés. Même s'ils sont en concurrence, s'ils passent leur temps à se racheter les uns les autres, ils ont une base commune sur laquelle ils sont tous d'accord : pour se faire le plus de fric, il faut toujours plus exploiter les salariés en les faisant travailler plus longtemps sans les payer, en augmentant la flexibilité... Ils se répartissent les marchés, décident de maintenir les prix à un certain niveau, pour ne pas favoriser une entreprise plus qu'une autre. Quand ils sentent que le système est menacé, c'est ensemble qu'ils s'unissent pour le sauver malgré

leurs désaccords.

Les capitalistes savent qu'ensemble ils sont plus forts. C'est pour cela qu'ils ont créé et qu'ils contrôlent un certain nombre d'institutions (FMI, Banque Mondiale, ONU...) qui leur permettent de se mettre d'accord entre eux et de gérer les crises qui peuvent traverser le système économique et politique. Dans chaque pays, ils savent qu'ils peuvent compter sur l'Etat, la police et l'armée pour protéger leurs intérêts s'ils sont menacés. Ils ont aussi des partis politiques à leur service, ils se regroupent en « syndicats » comme le MEDEF en France... Et pour être sûrs de convaincre tout le monde que ce sont eux les victimes et que ce sont les grévistes, les chômeurs, les pacifistes qui sont dangereux, ils possèdent les grands journaux, les chaînes de télé, de radio... et racontent ce qu'ils veulent sans que nous puissions donner notre version des choses.

Et comme ils sont vraiment bien organisés, ils anticipent les mobilisations, les révoltes et réfléchissent à comment faire passer leur politique sans la moindre réaction. Pour eux il est évident qu'il y a deux camps dont les intérêts s'opposent. Ils savent très bien de quel côté de la barrière ils se situent et s'organisent pour se maintenir et continuer de faire du profit.

Il faut qu'on soit mieux organisé qu'eux

Tandis qu'ils s'organisent, les capitalistes font tout pour diviser les opprimés entre eux. C'est une de leur stratégie pour qu'on ferme notre gueule. Ils opposent les fonctionnaires aux salariés du privé, les travailleurs immigrés aux nationaux, les CDD aux CDI... Et pourtant nous sommes dans le même camp : celui qui produit les richesses, celui qui fait tourner la société et qui se fait avoir.

Ils font en sorte que nous pensions que le capitalisme est ce qu'il pouvait nous arriver de mieux, qu'il n'y a pas d'alternative, que c'est une sorte de fatalité sur laquelle on n'a aucune prise. Ils créent la résignation, la démoralisation dans notre camp. Ne nous laissons pas faire!

Une des façons les plus courantes aujourd'hui de ne pas « rentrer dans le système » consiste à essayer par son propre comportement de changer les choses. Par exemple en ne portant pas de marque ou en boycottant certains produits, en n'allant pas au MacDo, en s'inscrivant à une AMAP etc. C'est une façon de refuser de rentrer dans le moule de la société de consommation mais cela ne peut être suffisant pour s'attaquer à la racine du système capitaliste. Il ne peut y avoir de solution individuelle pour transformer la société.

Pour résister, pour ne pas se laisser diviser, démoraliser, pour gagner sur nos revendications nous devons nous battre ensemble. D'abord le plus collectivement possible car seuls, nous ne pourrons empêcher une réforme de passer ou obtenir le retrait des troupes d'occupation en Afrique par exemple. Ensemble, nous avons la force de nous tourner vers d'autres, de les informer, de décortiquer à quelle sauce les patrons veulent nous manger, quel est leur projet. En un mot nous devons nous aussi nous organiser pour être plus efficaces et plus forts. Il existe des syndicats qui organisent des jeunes aujourd'hui comme l'UNEF et Solidaires Etudiants. Mais les directions de ces organisations ne sont pas vraiment à la hauteur car elles ne proposent pas de contrer l'offensive du gouvernement et se contentent trop souvent de gagner les élections dans les facs. Le résultat c'est que pour beaucoup de jeunes ces structures ne sont pas vraiment utiles. Le syndicalisme étudiant est pourtant nécessaire dans la mesure où il permet de partir des problèmes du quotidien des étudiants en cherchant à y répondre par la construction d'un rapport de force collectif contre le gouvernement et les administrations des universités. Nous intervenons donc dans ces organisations pour défendre nos propres perspectives, en toute indépendance de leurs directions.

Pour gagner sur des revendications précises, il nous faut créer un rapport de forces, être le plus nombreux possible en grève, en manifestation. Mais de la même façon que leurs attaques sur tous les fronts font partie d'un projet global de réorganisation du monde, il nous faut savoir nous aussi où on va, quel est notre projet à long terme. Il n'est pas suffisant de se syndiquer et de réagir au coup par coup aux attaques, même si c'est nécessaire. Pour être en mesure d'opposer à leurs attaques globales une riposte globale, il nous faut nous aussi nous organiser et porter un contreprojet.

C'est cela qu'il manque essentiellement aujourd'hui : un outil politique, une force capable de porter de manière crédible un projet de prise du pouvoir par ceux d'en bas, les jeunes et les travailleurs. Car même quand les mobilisations sociales sont extrêmement massives, cela ne débouche pas automatiquement sur une révolution. En Egypte par exemple, on a assisté à l'un des soulèvements sociaux les plus forts. Avec plus de 30 millions de personnes dans les rues on a pût entendre parler des manifs les plus nombreuses de l'histoire de l'humanité! Et sans parler des grèves à foison! Mais pourtant aujourd'hui malgré cette force des luttes et la détermination du peuple égyptien, ce sont les militaires les plus réactionnaires qui dirigent le pays et poursuivre les attaques capitalistes. Car ce qu'il a manqué, dans cette lutte comme dans beaucoup d'autres, c'est cet outil politique large et déterminé dans la confrontation de classe pour passer de soulèvements massifs à la rupture révolutionnaire. Ce qu'il a manqué c'est un parti révolutionnaire capable de jouer un rôle. Car pour nous, un parti politique révolutionnaire, c'est d'abord et avant tout un projet politique de prise du pouvoir par la classe des exploités pour aller jusqu'au bout des possibilités d'une situation. Et c'est donc des militants qui au quotidien et dès maintenant porte ce projet politique.

Pour convaincre autour de nous de la nécessité d'une rupture radicale et pour nous y préparer en étant nombreux et efficaces, il est urgent de se regrouper et de construire ensemble une organisation révolutionnaire. Ce que nous proposons c'est de renforcer, à l'heure de la crise du capitalisme, un courant d'idée et d'action pour la rupture révolutionnaire avec ce système. Nous voulons donner un sens politique à la colère de plus en plus présente dans ce pays et dans ce monde contre les patrons et les gouvernements qui nous gouvernent et nous exploitent, pour passer de la révolte à la Révolution!

Conclusion

Si nous ne voulons pas que le système nous fasse la peau, il y a urgence aujourd'hui à agir. Ce n'est pas parce que nous sommes jeunes que nous n'avons pas notre mot à dire. Nous aurions le droit de nous faire exploiter par des patrons, de payer des impôts, d'être mis en garde à vue et nous n'aurions pas notre mot à dire? Au contraire. En pointe dans les mobilisations de ces dernières années, nous avons été des milliers à affirmer qu'un autre monde était possible et que nous refusions la fatalité et le discours dominant.

Les jeunes du NPA ont vocation à regrouper les jeunes qui veulent s'organiser pour en finir avec ce système. Parce qu'il est important aujourd'hui que les jeunes, victimes d'attaques spécifiques, cibles privilégiées des patrons et des flics, mais aussi initiateurs de nouvelles formes de lutte, s'organisent entre eux pour élaborer et lutter collectivement en solidarité avec tous les exploités.

Aujourd'hui nous proposons à tous ceux et toutes celles qui veulent se battre pour dire non à la guerre, au racisme et aux politiques anti-sociales, de nous rejoindre. Afin de mettre en commun nos expériences, de développer les mobilisations et de construire une organisation politique pour tous ceux qui, aujourd'hui, n'en peuvent plus de ce système barbare.

L'avenir qu'on nous promet est sombre, mais nous savons qu'il est possible et nécessaire de réagir et d'arracher des mains d'une minorité assoiffée de profits la destinée de milliards d'êtres humains.

Tous ensembles, nous pouvons en finir avec le capitalisme! Révolution!

LISEZ ET ABONNEZ-VOUS À



Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution!



Un journal pour passer de la révolte à la révolution !

Renseigne toi auprès des militants du NPA

QUI SOMMES NOUS?

Jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste, nous sommes lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, avec ou sans emploi. Nous construisons un parti pour résister à Hollande et son gouvernement pro-patronal, lutter contre ceux qui exploitent, précarisent, détruisent l'environnement. Un parti qui permette d'en finir avec le capitalisme, le racisme, le sexisme, l'homophobie... Un parti pour la révolution, pour une rupture radicale avec ce système dont nous n'avons rien à attendre.

La société capitaliste est à bout de souffle. Les gouvernements successifs remettent en cause l'ensemble de nos acquis sociaux et démocratiques. Le patronat licencie à tour de bras. Les services publics sont sacrifiés. Nos conditions d'études se dégradent. Face à ces attaques mené par le gouvernement PS, la gauche institutionnel ne résiste pas, les syndicats s'enferment dans les négociations sans mobilisation... Nous avons besoin d'une organisation révolutionnaire, fière de son projet, qui n'a pas peur de s'affronter au patronat, au gouvernement et au système capitaliste qui sème la guerre et la misère partout!

Nous luttons pour une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, pour le socialisme, autogéré et démocratique. Cette société se construira par un processus révolutionnaire, par une rupture avec le capitalisme et ses institutions qui soumettent la majorité aux intérêts égoïstes d'une minorité.

Cette rupture naîtra des luttes de tous les exploités et de tous les opprimés, des salariés, des chômeurs, des jeunes, de femmes, des immigrés, ... En bref, de celles et ceux qui n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes!

Pour gagner, nous pensons qu'il faut lutter, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur nos propres forces!

contact-jeunes@npa2009.org jeunes.npa2009.org

